

Ateliers citoyens : l'Europe des étudiants

Recueil des propositions issues de la Consultation
citoyenne de Tribunes ESCP Europe

Le mot de l'équipe organisatrice

En avril 2018, s'est présentée à nous l'opportunité d'organiser une Consultation citoyenne, la première au sein d'une grande école. Encouragés par notre Direction académique, nous avons travaillé à la construction d'un projet qui permettrait aux nouveaux étudiants de ESCP Europe de pouvoir s'emparer du sujet qui fonde l'identité de notre école.

Soucieux de respecter au mieux la philosophie des Consultations citoyennes, nous avons cherché le meilleur moyen de donner la parole à ces nouveaux étudiants. C'est ainsi qu'est né le projet des *Ateliers citoyens*.

Labellisé « Consultation citoyenne » par le Secrétariat général pour les Consultations citoyennes, que nous tenons à remercier chaleureusement pour son soutien, ce projet a permis, le 7 septembre 2018, à 353 étudiants de s'exprimer sur le passé, le présent et l'avenir de l'Union Européenne.

Répartis en petits groupes d'une dizaine de personnes, les étudiants ont ainsi pris part à deux ateliers thématiques de leur choix, et ce parmi les sujets suivants : agriculture, écologie, économie, politique et citoyenneté, mobilité et migration, santé, défense et sécurité, justice, éducation, et culture.

Riche de débats et de discussions, cette matinée de Consultation a été une grande réussite et a permis aux étudiants de l'école de formuler pas moins de 164 propositions pour construire l'Union Européenne de demain.

Ces dernières, accompagnées de plusieurs constats sur la situation actuelle de l'Union Européenne, sont rassemblées dans ce recueil de propositions. De tout type, à toute échelle, et naturellement parfois contradictoires, elles représentent l'Europe des nouveaux étudiants de ESCP Europe, riches de leur diversité, et constituent le programme de ces derniers pour le futur de l'Europe.

Bonne lecture à tous,

L'équipe Consultation citoyenne de Tribunes ESCP Europe

Sommaire

Agriculture	4
Culture	6
Défense et sécurité	8
Ecologie	10
Economie	15
Education	22
Justice	25
Mobilité et migration	26
Politique et citoyenneté	30
Santé	32

AGRICULTURE

Les constats des étudiants

- Une culture française d'attachement aux produits du terroir menant à une certaine volonté d'instituer des normes plus strictes pour pallier à certains manquements et éviter certains scandales (ex. les abattoirs)
- Pas d'agriculture européenne au sens large puisqu'une notion limitée à la PAC qui, par ailleurs, reste relativement floue
- Des agriculteurs qui ne peuvent pas fixer librement les prix et subissent le poids des taxes. Les petits agriculteurs ont du mal à s'imposer et résister face aux énormes exploitations qui proposent des prix trop bas
- Une sur-dépendance des agriculteurs aux subventions de la PAC
- Un problème de concurrence étrangère et des exploitations qui produisent à moindre coût

Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : créer des labels européens qui certifient de la qualité des produits et du respect des normes imposées, afin de lutter contre la concurrence des exploitations non européennes qui produisent à moindre coût
- **Proposition 2** : développer des initiatives novatrices comme l'agriculture urbaine, adaptée au contexte d'exode rural
- **Proposition 3** : favoriser les circuits courts pour soutenir les agriculteurs qui subissent les prix (ex. soutenir la création de points de vente pour éviter de passer par les grandes surfaces qui prélèvent une grande partie des profits)
- **Proposition 4** : réaxer la PAC sur les demandes des consommateurs en matière de qualité (augmentation du nombre d'individus ne consommant plus de viande bovine à cause de la pollution, etc.)
- **Proposition 5** : rendre la permaculture plus visible

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 6** : rénover et restructurer la PAC en réorientant les aides vers les petits agriculteurs au lieu des gros exploitants
- **Proposition 7** : réorienter les subventions de la PAC vers les pays de l'Est afin de les encourager à développer une activité agricole et de rendre la politique européenne en la matière plus équitable
- **Proposition 8** : revaloriser l'image des agriculteurs. Ils sont souvent mal vus car associés au populisme et leurs revendications ne sont donc pas toujours écoutés

CULTURE

Les constats des étudiants

- La connaissance culturelle est souvent limitée à un petit groupe de pays et n'est pas équivalente dans tous les pays
- La politique de prix pour les activités culturelles n'est pas la même dans tous les pays européens
- La culture européenne semble homogène de l'extérieur mais on se rend compte qu'il y a en réalité une myriade de cultures à l'intérieur de l'Europe
- Les aides européennes permettent parfois de conserver la culture des pays et de la mettre en valeur
- La diversité et la richesse des cultures européennes sont mises en avant sans qu'il y ait une volonté de créer une seule et unique culture européenne
- La culture n'est pas la priorité actuelle de l'UE
- La promotion de la culture européenne reste un luxe uniquement accessible pour les classes aisées
- Les capitales européennes de la culture ont une influence mineure

Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : mettre en place des expositions européennes qui présentent les différentes cultures de l'UE
- **Proposition 2** : augmenter le budget européen dédié à la culture pour que le prix des activités culturelles soit moins important
- **Proposition 3** : créer une étoile d'or européenne récompensant le meilleur film européen
- **Proposition 4** : inciter les européens à découvrir la culture européenne dès leur plus jeune âge en mettant en place des activités culturelles dès le primaire
- **Proposition 5** : communiquer davantage sur les possibilités culturelles en Europe

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 6** : créer un pass culturel européen qui permettrait d'avoir des prix avantageux dans plusieurs pays
- **Proposition 7** : développer des événements sportifs sur la base des championnats européens
- **Proposition 8** : créer une chaîne de télévision européenne qui permettrait de communiquer sur les événements culturels en Europe
- **Proposition 9** : encourager les musées à développer des activités ludiques pour que les plus petits aient un accès à la culture

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Les constats des étudiants

- La production de certaines armes est mise en commun à l'échelle de l'UE
- La coopération entre les armées européennes est inexistante tout comme la présence d'une armée européenne
- La création de FRONTEX est une initiative encourageante, mais les pays directement concernés se retrouvent trop souvent seuls
- La souveraineté des États membres rend impossible la mise en place d'une véritable politique de défense
- La crédibilité de la défense européenne reste faible faute d'une cohésion entre les différentes armées nationales
- L'armée européenne est perçue comme une utopie qui ne pourra jamais être mise en place
- L'OTAN a plus de poids sur les questions de sécurité transfrontalière que n'importe quelle initiative européenne
- La divergence des intérêts en termes de politique étrangère complique la mise en place d'une armée européenne
- Certaines opérations, comme l'opération Sentinelle, ne peuvent être réalisées à l'échelle d'une armée européenne
- Le terrorisme est une nouvelle menace que les armées européennes peinent à affronter
- La défense européenne dépend largement des États-Unis à travers l'OTAN

Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : proposer aux citoyens européens de faire un stage dans l'armée d'un autre pays européen
- **Proposition 2** : développer une industrie européenne commune

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 3** : créer une décoration à l'échelle européenne pour reconnaître un mérite européen
- **Proposition 4** : mutualiser les services secrets pour mieux pouvoir affronter des risques communs tels que le terrorisme
- **Proposition 5** : créer une identité européenne pour que les citoyens soient prêts à défendre l'Europe au sein d'une armée européenne
- **Proposition 6** : mettre en place une agence de lutte unique contre le terrorisme afin d'avoir plus de contrôle et de fermeté à l'égard de cette menace
- **Proposition 7** : renforcer la coopération pour lutter contre les nouvelles menaces comme le cyber terrorisme
- **Proposition 8** : mettre en place une organisation européenne qui remplace progressivement l'OTAN pour ne plus être dépendants des Etats-Unis en matière de sécurité
- **Proposition 9** : élaborer un classement des « fichés S » pour établir une meilleure surveillance à l'échelle de l'UE pour ceux représentant une menace pour l'UE

ÉCOLOGIE

Les constats des étudiants (1/2)

- Des efforts sont faits à l'échelle de l'UE avec la mise en place de plusieurs dispositifs (des aides « éco-conditionnalisées » de la PAC, le paquet climat énergie des 3x20 ...)
- De nombreux échecs (ex. la création d'un marché carbone en 2005 qui a abouti au « carbon krach » de 2008)
- Des consciences écologiques divergentes selon les pays membres : fortes dans les pays du Nord plus faibles dans les pays de l'Est
- Une difficulté d'harmonisation et de convergence vers des directives communes
- Des pays aux économies différentes qui n'ont pas les mêmes besoins énergétiques et dont les consommations en la matière divergent grandement
- Un marché européen et mondial du carbone mis en échec par la spéculation des entreprises
- Une industrie agricole européenne très polluante
- Un manque de communication à l'échelle européenne sur le sujet
- Des lobbys qui bloquent certaines réformes
- Des Etats européens qui ont largement aidé à la mise en place de la COP 21 : l'Union européenne demeure assez en avance sur le sujet
- Un marché européen de quotas d'émissions en échec
- Des quotas en matière de ressources halieutiques qui portent leurs fruits
- Un prolongement discutable du mandat d'utilisation du glyphosate (un produit qui contient une molécule commune au napalm utilisé pour brûler des forêts pendant la guerre du Vietnam)
- Une prise de conscience écologique au niveau européen existante mais encore trop peu démocratisée, qui paraît concerner uniquement une élite sociale, peut-être à cause d'une mauvaise information
- Un citoyen européen trop peu fréquemment consulté sur la problématique écologique : cette initiative de consultation européenne devrait être plus fréquente

Les constats des étudiants (2/2)

- Des règles, lois, et normes européennes qui ne sont pas assez respectées. (Ex. les vitrines de magasins restent allumées la nuit en dépit d'une loi existante depuis 2011)
- Des taxes pollueurs-payeurs moins élevées que les processus de dépollution et qui, par conséquent, ne sont pas dissuasives. Le marché des droits à polluer est un échec à cause d'un manque de fermeté et de sanctions ; certaines entreprises gagnent de l'argent tout en continuant à polluer
- Un tri sélectif qui n'est pas respecté au sein des écoles, des hôpitaux, et autres lieux publics : le tri est fait en amont, mais au moment de sortir les déchets, toutes les poubelles sont mélangées
- Un manque de gouvernance et d'efficacité : les décisions les plus ambitieuses se terminent souvent par un échec
- De mauvaises méthodes de sensibilisation à la question écologique, perçue comme non-rentable, comme « un truc de bobo », etc.
- Des initiatives nationales en matière de normes écologiques intéressantes (ex. dans les pays nordiques, limitation des émissions de CO2, développement d'un projet 3x20 qui vise à augmenter la place des énergies renouvelables, baisser les émissions de gaz à effet de serre et réaliser 20% de gain d'efficacité énergétique)
- Des intérêts privés qui freinent les initiatives écologiques européennes (ex. désinstallation des portiques écotaxes en France sous la pression des « bonnets rouges » et des mouvements de contestation)
- Un manque d'investissements dans les innovations écologiques
- Une apparition de la question écologique dans les directives européennes qui montre bien la volonté européenne de relever le défi écologique
- Une vision biaisée de cette notion associée à des gens qui peuvent se le permettre, financièrement aisés
- Une PAC qui ne se concentre pas sur les véritables problèmes (« taille de concombres » plutôt que les pesticides)

Les propositions des étudiants (1/3)

- **Proposition 1** : créer un code couleur commun dans tous les pays pour les poubelles de tri
- **Proposition 2** : élaborer concrètement un plan énergétique européen
- **Proposition 3** : favoriser la « mobilité verte » (ex. velib, autolib...)
- **Proposition 4** : faire changer les mentalités sur l'importance de l'écologie en passant notamment par les media
- **Proposition 5** : légiférer plus pour lutter contre les perturbateurs endocriniens
- **Proposition 6** : pratiquer le « green quantitative easing »
- **Proposition 7** : mettre en place le système de tri et de consigne (que l'on trouve par exemple en Allemagne) dans tous les pays européens
- **Proposition 8** : créer un système européen de recyclage
- **Proposition 9** : subventionner l'agriculture locale et les circuits courts
- **Proposition 10** : uniformiser la législation économique en Europe afin que les mesures environnementales soient plus efficaces
- **Proposition 11** : ajouter dans la Constitution française un article qui mentionne l'importance des enjeux environnementaux à l'échelle européenne
- **Proposition 12** : mettre en cohérence les accords commerciaux et les volontés écologiques européennes (ex. privilégier le local plutôt que de passer un accord sur la viande avec l'Amérique latine), considérer l'écologie comme un critère important dans les négociations des différents accords passés par l'Union Européenne
- **Proposition 13** : mettre en place un système de sanction à l'échelle européenne en tenant compte du concept de « pollueur-payeur » et de la responsabilité variable des acteurs
- **Proposition 14** : mettre en synergie économie et écologie, deux notions qui ne sont pas incompatibles (ex. encourager la transition agricole par la PAC, renforcer la compétitivité des acteurs de l'énergie solaire, etc.)
- **Proposition 15** : travailler à une échelle plus locale et notamment celle de la ville (ex. instaurer la gratuité des transports en commun, transposer le concept de marché de quotas d'émissions à l'échelle des villes, etc.)

Les propositions des étudiants (2/3)

- **Proposition 16** : sensibiliser les très jeunes européens par l'éducation. Il est très facile d'enseigner des habitudes respectueuses et durables et des petits gestes du quotidien à des enfants très jeunes (par exemple à l'aide de jeux ludiques sur le tri sélectif etc.)
- **Proposition 17** : prendre en compte les entreprises à l'étranger dans les statistiques écologiques européennes
- **Proposition 18** : encourager les entreprises à réduire les emballages (mesures économiques incitatives)
- **Proposition 19** : développer des mesures de responsabilité sociale des entreprises (RSE)
- **Proposition 20** : mettre en place des jours végétariens dans les cantines et favoriser la réduction de la consommation de viande
- **Proposition 21** : à ESCP Europe, arrêter les « goodies », utiliser des gobelets recyclables, mettre en place une consigne sur les bouteilles, créer un potager
- **Proposition 22** : se dessaisir de la question écologique à l'échelle de l'Union Européenne et la traiter à l'échelle nationale pour plus d'efficacité
- **Proposition 23** : agir d'abord à l'échelle locale pour converger ensuite à un échelon plus large (ex. un faisceau d'actions à l'échelle de ESCP Europe et des autres écoles et universités, puis une adaptation de ces actions à l'échelle de la ville, du pays, et enfin de l'Union Européenne : remontée des bonnes pratiques)
- **Proposition 24** : fermer les parcs marins
- **Proposition 25** : mettre en place des cours d'éveil à l'écologie, y compris pour les étudiants du supérieur
- **Proposition 26** : être moins ambitieux et favoriser les initiatives concrètes (ex. être conscient que la transition écologique ne se fera pas sans le nucléaire, que les agriculteurs ont besoin de subventions pour vivre, etc)
- **Proposition 27** : mener une action partagée entre réglementation et incitation : un outil par objectif

Les propositions des étudiants (3/3)

- **Proposition 28** : mettre fin au principe de subsidiarité pour les questions écologiques : il faut que le droit européen surpasse le droit national
- **Proposition 29** : tenir des forums annuels pour une gouvernance écologique : esprit incitatif, récompense de projets écologiques, création de labels européens
- **Proposition 30** : créer une entité européenne indépendante de contrôle du respect de l'environnement et des directives européennes
- **Proposition 31** : orienter le financement de la PAC vers davantage de projets agricoles respectueux de l'environnement et vers une la mise en place d'une offre de formations aux agriculteurs pour les sensibiliser aux pratiques agricoles propres
- **Proposition 32** : subventionner à l'échelle européenne les produits issus de l'agriculture biologique afin d'aider chaque ménage européen à mieux se nourrir
- **Proposition 33** : réaliser des enquêtes auprès des citoyens pour établir les changements en matière de consommation, la viande et les produits laitiers sont aujourd'hui de moins en moins consommés et cela devrait être encouragé
- **Proposition 34** : nommer un ministre de l'écologie et de la transition énergétique européen pour diriger les opérations et servirait d'intermédiaire avec les pays
- **Proposition 35** : relancer le marché carbone sous l'égide de la BCE (ou une autre institution) pour fixer un contrôle des prix et éviter la spéculation
- **Proposition 36** : rendre le changement des modes de consommation accessible à tous

ECONOMIE

Les constats des étudiants (1/3)

Sur la monnaie

- Un rôle de la BCE contestable, notamment vis-à-vis du rôle de la FED
- Un problème de pédagogie en ce qui concerne le « quantitative easing » et les objectifs discutables de la BCE : pourquoi privilégier la lutte contre l'inflation plutôt que la relance de la croissance ?
- Un euro fort qui bénéficie plus aux économies solides comme l'Allemagne et qui peut être un frein aux industries déjà en difficulté (souvent de moyenne gamme) comme en Espagne, en France, ou en Italie avec des conséquences diverses sur les balances commerciales
- Une monnaie commune et unique qui a résolu beaucoup de problèmes monétaires nationaux, comme par exemple en France où le franc fluctuait beaucoup et peut être considérée comme une avancée majeure en matière de coopération économique. Cependant elle demeure une disposition trop isolée en la matière
- Une contradiction entre la politique monétaire de la BCE et la politique budgétaire menée par les Etats membres

Sur le budget

- Un budget européen insuffisant et un besoin d'approfondir les efforts
- Certains pays, comme la Pologne, qui captent beaucoup d'aides qui partent finalement aux Etats-Unis
- Un budget trop monopolisé par la PAC ce qui dessert des secteurs aujourd'hui beaucoup plus importants (le renouvelable notamment), d'autant plus que ce budget n'est pas forcément utilisé pour une agriculture biologique qui permettrait à l'UE de se démarquer de ses concurrents (marché porteur en Europe mais aussi en Asie)

Les constats des étudiants (2/3)

Sur le commerce

- Le marché commun est l'un des plus gros succès économiques de l'Union Européenne
- Une protection commerciale insuffisante face à la Chine et les USA
- Un commerce essentiellement intraeuropéen et une interdépendance progressive des économies européennes en la matière
- Une volonté européenne de négocier des accords commerciaux avec les Etats-Unis, sans succès (TAFTA, droit de douane, taxes sur l'acier, etc..)
- Un échec sur la mise en place d'accords bilatéraux à l'échelle européenne et des accords bilatéraux parfois désavantageux avec des pays extérieurs à l'UE
- Des traités commerciaux complètement bloqués (ex. CETA) et un sentiment de perte de contrôle des citoyens européens qui veulent pouvoir choisir l'environnement dans lequel ils évoluent
- Une zone de libre échange qui constitue un énorme avantage en Europe
- Une Europe qui souffre d'un manque de cohésion dans les échanges européens, ce qui l'affaiblit lors des négociations commerciales internationales

Sur la fiscalité

- Une absence d'harmonisation fiscale qui condamne l'Europe à la concurrence fiscale (dumping fiscal)
- Des crédits d'impôt pour promouvoir certaines causes (par exemple, l'écologie)
- Des taux d'imposition non harmonisé (Irlande...) et des entreprises qui délocalisent dans des « paradis fiscaux » au sein même de l'UE
- Une illisibilité des systèmes sociaux et fiscaux

Les constats des étudiants (3/3)

Autres constats

- Pas de politique industrielle commune
- Un manque de convergence entre les économies (fiscalité, divergences macroéconomique, droit du travail, monnaie unique) : un Pacte de Stabilité et de Croissance clairement insuffisant
- L'Europe comme l'un des lieux les plus actifs sur de nombreux secteurs (chimie, aéronautique, luxe, agroalimentaire)
- Un continent parmi les plus riches, les plus intégrés régionalement et dans la mondialisation
- Un critère d'unanimité décisionnelle qui constitue une faiblesse de l'Union Européenne et ne lui permet pas de réagir rapidement face à une crise
- Un bilan souvent pessimiste de l'Europe alors même qu'il s'agit de la première zone commerciale du monde, avec la deuxième monnaie mondiale dont la crédibilité permet d'emprunter à taux réduit
- Des politiques européennes, comme la PAC, qui ne sont pas acceptées par les concurrents commerciaux qui considèrent ces dernières comme une concurrence déloyale
- Une étendue géographique large agissant comme un levier de développement rapide pour de nombreux pays de l'Union européenne
- Une économie européenne qui a déjà permis beaucoup de choses comme projet de long terme
- Une Union Européenne qui représente un blocage pour les pays pour avancer dans leur propre économie : la préférence pour la concurrence empêche la formation de grands groupes qui pourraient être compétitifs dans la mondialisation, tentative de mise en place de réglementations communes à des pays distincts
- Un nombre trop important de pays dans l'Union Européenne
- Des critères de convergence qui n'ont plus de pertinence

Les propositions des étudiants (1/4)

Sur la monnaie

- **Proposition 1** : passer d'une monnaie unique à une monnaie commune
- **Proposition 2** : anticiper les conséquences économiques de la sortie éventuelle d'un pays de l'euro et/ou de l'Union Européenne
- **Proposition 3** : faire converger le mandat de la BCE vers celui de la FED
- **Proposition 4** : aller plus loin en matière d'union monétaire, notamment en ce qui concerne les dettes publiques
- **Proposition 5** : rendre les conditions d'accès à la zone euro plus exigeantes
- **Proposition 6** : instaurer des monnaies locales pour acheter les produits locaux avec une TVA moins élevée : cela aurait pour but de développer la production locale et de limiter l'impact écologique des transports de marchandise
- **Proposition 7** : conserver et maintenir l'euro tel qu'il est
- **Proposition 8** : mieux prendre en compte les intérêts des pays en difficulté, notamment à l'échelle de la BCE
- **Proposition 9** : créer une Europe à deux vitesses monétaire afin de permettre aux pays qui en ont besoin de relancer leurs exportations pour rejoindre, à terme, la zone « euro fort » par exemple
- **Proposition 10** : renforcer les critères économiques d'admission dans la zone euro

Sur le budget

- **Proposition 11** : augmenter le budget de l'Union Européenne pour favoriser l'harmonisation en augmentant la redistribution et le financement des projets de recherche communs (exemple de modalité de financement : pourcentage de TVA, suite à une harmonisation fiscale)
- **Proposition 12** : se doter d'une capacité de soutien financier pour aider les pays en difficulté (ex. la Grèce a fait appel au FMI, elle devrait pouvoir faire appel à l'Union Européenne)
- **Proposition 13** : renforcer l'importance du faible déficit structurel, plus important que le déficit conjoncturel

Les propositions des étudiants (2/4)

Sur le budget (suite)

- **Proposition 14** : favoriser une intervention budgétaire pour réduire les chocs monétaires asymétriques
- **Proposition 15** : favoriser l'attribution du budget européen à des initiatives de développement dans les pays les plus en difficulté
- **Proposition 16** : concentrer les priorités budgétaires sur des réformes sociales (réduction des inégalités économiques principalement) et environnementales (s'appuyer sur la position en apparence dominante de l'UE dans le domaine de l'écologie)
- **Proposition 17** : créer des budgets communs aux objets spécifiques : infrastructures, éducation, défense, santé
- **Proposition 18** : revenir sur le projet d'établissement d'un taux commun pour ensuite redonner à chaque pays au prorata de sa participation

Sur le commerce

- **Proposition 19** : développer une stratégie commerciale vers les économies émergentes (notamment l'Afrique, pour l'instant la France est la seule à avoir des liens étroits avec le Maghreb) et des politiques économiques communes
- **Proposition 20** : créer un traité de libre-échange UE-ASEAN, en capitalisant notamment sur le fait que l'UE soit le « modèle de construction » de l'ASEAN
- **Proposition 21** : tirer parti de la « guerre commerciale » engagée par les USA pour renforcer les échanges commerciaux intraeuropéens
- **Proposition 22** : s'assurer du respect de la clause de la « meilleure offre » en matière de commerce (pas de tarifs préférentiels résultant d'un traité bilatéral)
- **Proposition 23** : favoriser la lisibilité et la transparence des normes locales pour favoriser la circulation des biens

Les propositions des étudiants (3/4)

Sur la fiscalité

- **Proposition 24** : interdire les « rulings » (Starbucks / Google / Amazon / Facebook) et limiter les optimisations fiscales
- **Proposition 25** : harmoniser la fiscalité à l'échelle européenne et faire payer les impôts dans le pays où le chiffre d'affaire est effectivement réalisé
- **Proposition 26** : renforcer les contrôles anti-dumping
- **Proposition 27** : créer une taxe sur le modèle de l'ESTA aux Etats-Unis afin de faire payer les visites, y compris les escales
- **Proposition 28** : harmoniser le fonctionnement des prélèvements plutôt que celui des taux
- **Proposition 29** : rassembler l'ensemble des taxes sur les entreprises dans un impôt unique sur les sociétés
- **Proposition 30** : encadrer la concurrence fiscale réalisée sur l'impôt sur les sociétés et ses taux différenciés

Autres propositions

- **Proposition 31** : mettre en place un cours, par exemple à partir du lycée, de sensibilisation aux affaires économiques européennes et de suivi de l'actualité
- **Proposition 32** : conclure un accord au niveau des pays européens afin de préserver les pays en situation de difficulté suite à une crise
- **Proposition 33** : créer et encourager des projets industriels européens
- **Proposition 34** : travailler sur l'image de l'Europe pour qu'elle apparaisse moins fragmentée, par exemple en se faisant représenter par des délégations européennes et non par les ministres nationaux
- **Proposition 35** : créer une union bancaire, budgétaire et politique afin de tendre vers une politique macro-économique d'ensemble, modulo la première nécessité d'œuvrer à la constitution d'une solide identité européenne afin que les pays voient un intérêt à s'accorder sur leurs politiques budgétaires

Les propositions des étudiants (4/4)

Autres propositions (suite)

- **Proposition 36** : dessiner une politique industrielle plus européenne et encourager plus de « champions » comme Airbus
- **Proposition 37** : profiter des diversités de l'Union Européenne et ne pas chercher à harmoniser à tout prix : certains pays de l'Est européen sont de plus en plus attractifs (ex. l'Allemagne délocalise de plus en plus en Europe de l'Est)
- **Proposition 38** : envisager des accords économiques entre certains pays européens uniquement et multiplier ce type d'accords : cela permettrait de dépasser le problème de l'incapacité de se mettre d'accord à 28.
- **Proposition 39** : acter l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses (créer une Europe par cercles) sans remettre en cause les valeurs de l'Union européenne
- **Proposition 40** : intensifier l'intégration économique au sein, mais aussi à l'extérieur de l'UE, avec des pays partenaires comme le Canada par exemple
- **Proposition 41** : accélérer la digitalisation de l'économie afin de développer d'autres formes d'économie
- **Proposition 42** : mieux représenter chaque pays membre dans les institutions européennes, comme à la BCE par exemple
- **Proposition 43** : élargir l'harmonisation à l'ensemble des domaines économiques (ex. conditions de travail) et être plus rigoureux dans la redistribution pour qu'elle soit plus juste
- **Proposition 44** : redéfinir les véritables objectifs de l'Europe contemporaine : démocratie - indépendance monétaire - intégration

EDUCATION

Les constats des étudiants

- Le programme Erasmus permet aux étudiants de vivre une expérience pleinement européenne
- Les classes européennes permettent aux élèves de lycée de découvrir l'Europe en profondeur
- L'âge jusqu'à laquelle la scolarité est obligatoire est différente entre les pays, ce qui crée des différences de niveau éducatif entre les étudiants des divers pays
- Le processus de Bologne permet une harmonisation des diplômes à l'échelle européenne sans que celle-ci se répercute sur le marché du travail
- Les programmes éducatifs varient dans chaque pays en fonction des qualités que l'on cherche à développer dans le pays en question
- Les systèmes de notation diffèrent dans les différents pays
- Les ECTS permettent d'harmoniser les niveaux universitaires entre les pays européens
- Le bagage culturel des étudiants est différent entre les pays
- Les sections européennes sont perçues comme trop élitistes ce qui décourage les classes populaires de s'y inscrire
- Les sections européennes se centrent uniquement sur une langue et ne cherchent pas à enseigner d'autres connaissances liées à l'Europe
- Les inégalités scolaires en fonction du milieu social semblent persister dans tous les pays européens
- Le système éducatif public est prédominant dans certains pays alors que dans d'autres le système éducatif est dominé par les écoles privées
- Les échanges scolaires du type « programme Brigitte Sauzay » et « programme Voltaire » constituent des opportunités mais ces programmes sont peu connus
- Les examens de fin d'étude diffèrent considérablement selon les différents pays

Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : développer un système de correspondants entre les élèves pour qu'ils puissent développer des compétences linguistiques et découvrir les cultures européennes
- **Proposition 2** : débiter l'enseignement de langues étrangères plus tôt dans la scolarité des élèves
- **Proposition 3** : utiliser l'éducation pour renforcer l'identité européenne : développer un sentiment d'appartenance en racontant une histoire commune
- **Proposition 4** : enseigner le fonctionnement de l'UE et des institutions européennes au lycée et au collège pour que les citoyens comprennent mieux le fonctionnement de l'Europe
- **Proposition 5** : inciter les élèves à partir en programme d'échange dès le collège
- **Proposition 6** : créer une plateforme d'échange de professeurs qui permette aux enseignants de langues d'aller enseigner leur langue dans un autre pays
- **Proposition 7** : envisager la mise en place d'un programme éducatif commun en Europe
- **Proposition 8** : mesurer, grâce aux classements, les performances des pays en matière d'éducation, afin de pouvoir s'inspirer des pays les plus performants
- **Proposition 9** : créer des spots de sensibilisation sur ce qu'est l'UE en matière d'éducation et les diffuser sur les réseaux sociaux et la télévision
- **Proposition 10** : créer une matière qui permette de développer des connaissances en histoire européenne
- **Proposition 11** : mettre en place un budget à l'échelle européenne destiné à l'éducation
- **Proposition 12** : sensibiliser davantage les élèves aux autres cultures européennes
- **Proposition 13** : obliger aux élèves le fait de faire une partie de leur éducation à l'étranger
- **Proposition 14** : proposer davantage de travaux de groupe sur des thématiques européennes
- **Proposition 15** : imposer un échange épistolaire avec un correspondant étranger pour améliorer le niveau en langues
- **Proposition 16** : mettre fin au redoublement obligatoire lorsque l'on revient d'un séjour à l'étranger au lycée

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 17** : organiser des séminaires dans les différents pays européens pour que les professeurs puissent comparer et apprendre des différents systèmes éducatifs en Europe
- **Proposition 18** : instaurer l'apprentissage de deux langues vivantes dès le primaire

JUSTICE

Les constats des étudiants

- Une justice nationale qui doit se plier à la justice européenne : les droits nationaux et européens rentrent souvent en conflit ce qui pose de graves problèmes internes. Par exemple, la CJUE a rendu un jugement à l'encontre du gouvernement polonais et de ses directives jugées contraires à l'épanouissement de l'UE et à ses principes en matière d'Etat de droit. La pertinence d'un tel pouvoir d'une institution supranationale sur la composition du paysage politique des Etats membres pose donc question
- Un domaine de la justice en Europe qui reste un sujet assez lointain et très peu connu des citoyens

Les propositions des étudiants

- **Proposition 1** : se saisir des sujets d'actualité pour renforcer l'information des citoyens en matière de justice européenne en expliquant les enjeux et dispositions juridiques concernées par ces-dits sujets

MOBILITÉ ET MIGRATION

Les constats des étudiants (1/2)

- Une mauvaise gestion des flux (Jungle de Calais, centres surchargés, etc.) avec une gestion non équitable des arrivées entre les pays et un égoïsme des Etats (exemple récent de l'Aquarius)
- Un échec des quotas qui ne sont pas respectés et une absence d'accord sur les nombres de réfugiés à accueillir
- Une responsabilité portée par seulement quelques pays pendant que les autres ferment leurs frontières, avec, de fait, un échec à long terme de cette politique : montée du populisme dans les pays surchargés et mauvais accueil des migrants (empêchant par là une bonne intégration)
- Une exacerbation des différences au sein de l'UE : montée des nationalismes, développement de l'euroscpticisme, développement d'une nouvelle « bien-pensance », primauté des intérêts nationaux sur les intérêts du continent et par conséquent, fragilisation de l'Europe
- Un réel manque de cohésion : de nombreuses discussions (sommets...) mais rien n'avance réellement car pas de réelle voix commune, les discussions fonctionnant pays par pays
- Le consensus de Dublin pose aujourd'hui problème pour les pays d'accueil avec le cas de l'Italie qui voudrait ne plus participer au budget si aucune aide plus forte n'est apportée. Son abandon est donc une bonne chose car il est important que l'UE tienne compte des réticences des citoyens pour cette question
- Une image biaisée et stéréotypée des migrants voulant entrer dans l'UE, tous perçus à tort comme des personnes peu diplômées et représentant un poids pour les économies
- Un manque d'esprit critique de la part de la population européenne notamment dû à la diffusion biaisée et partielle de l'information par les médias et un rejet par les européens de tous les migrants
- Une absence de politique commune qui pénalise l'UE malgré des tentatives - à renouveler - avec la Turquie par exemple, et les fonds alloués pour la gestion des migrants
- Un accord de Schengen qui devrait être repensé car bien qu'étant un beau projet à maintenir et une réelle avancée pour l'Europe, il montre également ses limites dans le contexte actuel et entraîne des facilités pour le grand banditisme. L'absence de pays plus vulnérable de l'accord peut également montrer la nécessité d'un renforcement de la mobilité en Europe

Les constats des étudiants (2/2)

- Un sujet – Mobilité et migration – facteur de division mais qui devrait être géré de façon unie
- Un manque de surveillance des « fichés S » qui peuvent actuellement voyager assez librement en UE. La coopération et la surveillance entre les Etats est donc peu convaincante.
- Une mauvaise gestion des travailleurs détachés pourtant nécessaires aux différentes économies et notamment en France car ils constituent une main d'œuvre utile ; un manque d'harmonisation et un manquement moral dans l'attribution de leurs droits (salaires bas, mauvaise sécurité en particulier)
- Des mobilités pour le travail rendues difficiles par des obscurités administratives et un manque d'uniformisation dans l'UE à ce sujet avec le risque qu'une uniformisation des normes se fasse par le bas (notamment du point de vue français)
- Un non-respect du droit d'asile en Europe et donc un manquement aux principes des Droits de l'Homme en contradiction avec les valeurs européennes
- Des situations gérées comme une urgence alors que cette question nécessite des investissements et une vision sur le long terme
- Une forte croissance démographique en Afrique, qui, de fait, va entraîner des migrations économiques vers l'Europe et donc un besoin de plus en plus important de trouver des solutions à cette problématique
- Une mobilité intra-européenne plus théorique que pratique pour les travailleurs européens
- Des programmes ambitieux, efficaces (comme ERASMUS) qui permettent une meilleure mobilité dans l'UE mais un manque d'organisation et d'harmonisation (diplômes, assurances sociales)
- Un système de répartition des réfugiés qui s'oriente dans la bonne direction, mais tous les pays européens doivent être concernés et la prise en charge doit être mieux partagée

Les propositions des étudiants (1/3)

- **Proposition 1** : sensibiliser les jeunes dans les pays d'arrivée et dans les pays de départ grâce à des conférences : les former et leur faire comprendre qu'ils seront les principaux acteurs dans le futur
- **Proposition 2** : conditionner les aides européennes pour les pays membres à la contribution à l'accueil et sanctionner les pays s'opposant à l'accueil

Les propositions des étudiants (2/3)

- **Proposition 3** : catégoriser et classer les personnes qui arrivent, notamment entre migrant économique, réfugiés politiques, réfugiés de guerre, etc. ; faciliter l'arrivée tout en maintenant un contrôle
- **Proposition 4** : faire converger les intérêts pour accueillir les migrants, en utilisant les logements vacants pour l'accueil par exemple
- **Proposition 5** : instaurer une répartition par quotas institutionnalisée et annuelle, proportionnelle aux densités et situations économiques des pays membres avec une mise en place de sanction en cas de non-respect. Voter ces quotas au Parlement européen mais prendre conscience du risque inhérent à ces derniers : l'accueil dans les pays pourrait être mauvais et empirer la situation
- **Proposition 6** : créer des structures dans les pays de départ, d'accueil et de transit afin de régulariser la situation des personnes et de faciliter leur intégration dans leur pays d'accueil
- **Proposition 7** : mener des actions plus concrètes dans les pays de départ des migrations économiques en veillant à la bonne utilisation des aides économiques envoyées ; reprendre l'idée du Trade Not Aid américain ; aider au développement du marché du travail. Ne pas se contenter d'une aide financière mais apporter une réelle solution technique (mobiliser des moyens humains de la part des pays de l'UE qui possèdent chacun des savoirs techniques particuliers et utiles)
- **Proposition 8** : sensibiliser la population à la condition des migrants, à la solidarité et à l'identité citoyenne européenne, informer les citoyens objectivement par des campagnes publicitaires à l'échelle nationale pour aussi redonner de la légitimité aux décisions européennes, limiter la montée du nationalisme et améliorer l'intégration des migrants
- **Proposition 9** : créer un système d'homologation des diplômes pour les étrangers afin de faciliter l'intégration et la recherche d'un travail
- **Proposition 10** : instaurer une cotisation des travailleurs européens mobiles dans le pays dans lequel ils travaillent effectivement. Cela passe par une harmonisation de la fiscalité
- **Proposition 11** : améliorer les conditions d'accueil des migrants, notamment en accélérant le traitement des dossiers des demandeurs d'asile et accentuer les efforts pour leur intégration (cours de langues, ouverture au marché de l'emploi par exemple)
- **Proposition 12** : faire évoluer l'espace Schengen (par exemple : renforcer les barrières extérieures ; instaurer des contrôles de papiers aléatoires plus fréquents aux frontières terrestres intérieures et adaptés aux évolutions du contexte pour ne pas entraver la libre circulation mais mieux surveiller les déplacements)

Les propositions des étudiants (3/3)

- **Proposition 13** : exiger aux arrivants de s'intégrer à la culture du pays d'accueil
- **Proposition 14** : gérer la question de l'intégration à l'échelle locale (formation et travail) afin de lutter efficacement contre les opinions xénophobes : créer des structures, écoles, former du personnel pour accueillir des réfugiés, organiser des rencontres migrants et élèves pour changer les mentalités, intégrer les migrants (faire des cours en leur langue maternelle par exemple), favoriser les initiatives locales permettant de développer un sentiment et une identité européens notamment au sein des écoles et associations de jeunes pour réduire les tensions xénophobes et renforcer la coopération des citoyens européens sur le long terme
- **Proposition 15** : favoriser les initiatives étudiantes et donner l'accès à l'écosystème d'enseignement supérieur aux migrants : à ESCP Europe, proposer des cours de langues pour les migrants dispensés par des étudiants bénévoles, leurs permettre de participer à des cours, de rencontrer les étudiants
- **Proposition 16** : créer une autorité européenne supranationale au sein d'un organisme indépendant (contraignante, composée, équitablement ou pas, de ressortissants de plusieurs états) pouvant gérer dans des centres d'accueils l'arrivée des migrants, leur répartition ; cette autorité serait en charge d'un fonds commun européen et de programmes pour l'insertion et l'allègement des tâches administrative pour les pays d'accueil
- **Proposition 17** : élargir l'espace Schengen notamment pour renforcer l'Europe et l'identité européenne (créer l'idée d'un véritable ensemble géographique uni)

POLITIQUE ET CITOYENNETÉ

Les constats des étudiants

- Les diverses expériences européennes (Interrail, Erasmus, Fondation Hippocrène) permettent aux européens de développer un sentiment de citoyenneté
- L'hymne européen n'est pas assez populaire, peu de citoyens européens sont au courant de l'existence de cet hymne
- Les avantages de la citoyenneté européenne sont nombreux : carte européenne d'assurance maladie, libre circulation des personnes, accueil à l'étranger dans des ambassades européennes.
- L'identité européenne n'est pas assez valorisée par les citoyens, il est difficile de définir l'identité européenne. L'absence de langue commune est une barrière au sentiment d'identité
- Les divergences entre l'Europe de l'ouest et l'Europe de l'est sont trop importantes du fait de divergences culturelles marquées
- Les citoyens ne se sentent pas représentés au sein des institutions européennes, celles-ci souffrent d'un manque de transparence
- L'espace Schengen est une des seules représentations concrètes du sentiment européen
- L'élargissement de l'UE provoque un ralentissement lors de la prise de décisions politiques
- L'identité nationale prévaut sur l'identité européenne
- Les succès de l'UE ne sont pas valorisés à juste titre, ils sont souvent considérés comme des acquis
- La communication sur les projets qui sont menés grâce aux aides de l'UE n'est pas assez importante
- Il existe bel et bien une culture européenne mais celle-ci ne suffit pas à créer une citoyenneté européenne
- Les différentes générations vivent de manière différente leur rapport à l'UE : les plus âgés semblent plus sensibles au projet européen car ils ont contribué à leur mise en place
- La montée des nationalismes indique un rejet croissant du projet européen
- Le projet européen reste flou pour les citoyens, il souffre d'un manque de clarté qui pousse à l'inactivité

Les propositions des étudiants

- **Proposition 1** : communiquer davantage sur l'Europe, que les décisions et les discours soient plus présents dans les médias
- **Proposition 2** : impulser les événements européens à l'échelle locale, notamment pendant la journée de l'Europe du 9 mai
- **Proposition 3** : impulser la création de listes européennes pour les élections européennes
- **Proposition 4** : démocratiser les élections du pouvoir exécutif européen avec la mise en place du suffrage universel direct
- **Proposition 5** : organiser des débats à l'école autour de la question européenne pour sensibiliser les plus jeunes
- **Proposition 6** : encourager la rencontre entre les citoyens européens de différentes nationalités pour aussi développer un sentiment d'appartenance
- **Proposition 7** : impulser une Europe à deux vitesses pour que le « noyau dur » puisse continuer l'intégration. L'objectif à long terme doit être que tous les pays rejoignent ce noyau dur
- **Proposition 8** : créer un service civique à l'échelle de l'UE pour déclencher le sentiment d'appartenance
- **Proposition 9** : empêcher l'adhésion de nouveaux membres pour que l'idée d'une identité européenne puisse germer
- **Proposition 10** : lancer un média à l'échelle européenne pour suivre l'actualité de l'UE
- **Proposition 11** : simplifier le fonctionnement des institutions européennes pour que les citoyens se sentent plus concernés par leur fonctionnement
- **Proposition 12** : construire une histoire européenne, un story-telling grâce à la culture, à l'éducation pour remédier à l'euroscepticisme montant
- **Proposition 13** : harmoniser les systèmes sociaux et fiscaux en Europe pour réduire les disparités économiques et sociales entre les pays de l'UE et renforcer l'unité et l'identité européenne
- **Proposition 14** : organiser les élections européennes au même temps que les élections régionales pour ainsi subvenir au taux d'absentéisme
- **Proposition 15** : mettre en place une journée obligatoire de sensibilisation européenne sur le modèle de la Journée du citoyen en France

SANTÉ

Les constats des étudiants

- Un manque d'information sur les politiques et les dispositions en vigueur (ex. difficile de savoir si les semences OGM sont interdites partout en Europe, ou uniquement en France, méconnaissance des différents fonds européens en matière de santé, etc.)
- Une action collective européenne dans le domaine de la santé qui a déjà fait ses preuves (ex. Ebola)
- La carte européenne d'assurance maladie comme une avancée majeure dans le domaine de la santé à l'échelle de l'Union Européenne
- Une initiative intéressante de cogestion de certaines organisations de santé (hôpitaux) sur certaines frontières entre deux pays européens.
- Une absence de système de santé unique et européen, malgré des formation et des diplômes reconnus à l'échelle communautaire

Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : créer des cours de langue pour les médecins afin de permettre de meilleurs soins pour les citoyens européens ne parlant pas la langue locale
- **Proposition 2** : créer un centre de recherche européen financé par un budget européen sur la santé
- **Proposition 3** : réduire l'opacité entre la recherche privée et publique à l'échelle européenne
- **Proposition 4** : uniformiser la formation des médecins à l'échelle européenne afin de combler les écarts de niveau entre des médecins venant de différents pays, tout en facilitant les équivalences afin de permettre une formation plus européenne
- **Proposition 5** : uniformiser la législation sur l'accès à certains médicaments
- **Proposition 6** : mieux communiquer sur les actions et les opportunités de l'Union européenne en matière de santé

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 7** : allonger la durée de validité de la carte européenne d'assurance maladie et mettre en place son renouvellement automatique
- **Proposition 8** : définir des politiques de soutien aux infrastructures de santé



remercie chaleureusement



ainsi que l'ensemble des étudiants de ESCP Europe pour leur implication et leur sagacité !

